



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 16 octobre 2025

L'inflation s'est établie à 3,76 % g.a. en septembre, enregistrant deux mois consécutifs de hausse mais restant dans la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % $\pm$ 1).

LE CHIFFRE A
RETENIR

3,76 %

Taux d'inflation en g.a. en
septembre 2025

L'inflation sous-jacente a continué à augmenter, s'établissant à 4,28 % g.a. et atteignant son plus haut niveau depuis mai 2024. Au sein de la composante sous-jacente, les prix des biens ont accéléré pour le dixième mois consécutif.

L'inflation sous-jacente a également enregistré une légère augmentation passant de 1,38 % g.a. en août à 2,02 % g.a. en septembre. Les prix des produits de l'élevage ont exercé une pression à la hausse (+8,45 % g.a.) tandis que les prix des fruits et légumes ont continué à baisser (-4,86 % g.a.).

L'inflation globale devrait cependant diminuer d'ici 2026, en lien avec le ralentissement de l'activité diminuant les pressions sur les prix et avec la récente appréciation du peso qui devrait permettre de réduire la hausse des prix des biens sous-jacents. Banxico prévoit toujours un retour à la cible de 3 % au T3 2026.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique a décidé de reporter les débats parlementaires sur le projet de réforme douanière visant à augmenter les droits de douane pour près de 1 500 produits en provenance de pays sans accord de libre-échange, dont la Chine, afin d'examiner et d'ajuster la proposition. Présentée début septembre par la présidente Claudia Sheinbaum, cette réforme prévoit de porter jusqu'à 50 % les droits sur les importations d'automobiles, de textiles, de vêtements, de plastiques, d'acier et d'autres produits, dans le but de protéger la production nationale et de renforcer la compétitivité de l'industrie locale. Depuis le dépôt du projet, la Chine, deuxième partenaire commercial du Mexique, a vivement critiqué la mesure, estimant qu'elle pourrait nuire à la confiance des investisseurs. Le gouvernement mexicain a toutefois défendu sa position, affirmant que l'objectif n'était pas coercitif mais destiné à soutenir l'économie nationale. Ricardo Monreal, chef du groupe Morena à la Chambre des députés, a indiqué que le parlement suspend temporairement l'examen du dossier et prévoit de reprendre les discussions fin novembre. Des députés de Morena, sous couvert d'anonymat, ont indiqué que le texte initial devrait être assoupli pour limiter les effets négatifs sur certains secteurs. Le report permet également de revoir la liste des produits et les taux appliqués, afin d'éviter des impacts défavorables sur des segments stratégiques, notamment l'automobile, où les véhicules électriques chinois seraient particulièrement touchés. La réforme intervient dans un contexte de pression américaine pour réduire les échanges avec certains pays asiatiques et de préparation de la révision du TMEC, l'accord commercial trilatéral avec les États-Unis et le Canada, qui garantit l'accès sans droits de douane de la majorité des produits mexicains vers les États-Unis.

Les envois de fonds (*remesas*) ont enregistré une baisse de 8,3 % g.a. en août 2025, marquant le cinquième mois consécutif de recul des *remesas* par rapport aux niveaux observés en 2024. Les flux totaux enregistrés au cours du mois d'août se sont élevés à 5,6 Mds USD, un montant inférieur aux 6,1 Mds enregistrés au cours du même mois de l'année dernière. La baisse des *remesas* observée depuis le début de l'année s'expliquerait par (i) le ralentissement de l'économie américaine et le moindre dynamisme de son marché du travail (ii) les changements de comportements des travailleurs immigrés en lien avec le risque accru d'expulsion ; (iii) la baisse de l'émigration nette des Mexicains, déjà visible depuis 2023 ; (iv) l'âge moyen croissant des migrants mexicains vivant aux États-Unis ; (v) le renforcement du peso mexicain qui se traduit par une baisse du taux de change USD/MXN, réduisant la valeur des fonds reçue par les foyers bénéficiaires (et dont tiennent compte les travailleurs mexicains envoyant des fonds dans leur pays d'origine). Un certain nombre de ces changements s'est traduit par une baisse de la masse salariale des émetteurs de *remesas*, particulièrement marquée en juillet et en août. En conséquence, les transferts ont été moins nombreux et les montants envoyés moins

importants. D'après BBVA, les *remesas* devraient enregistrer une baisse en 2025 avant d'osciller lors des deux prochaines années autour de montants proches de ceux estimés pour 2025 (entre 3,1 à 3,4 % du PIB).

La production industrielle s'est encore contractée au mois d'août (-2,7 % g.a.), confortant le scénario d'une baisse du PIB au troisième trimestre 2025. Au cours du huitième mois de l'année, l'activité industrielle a reculé de 0,3 % g.m., enregistrant ainsi trois mois consécutifs de baisse mensuelle. Par composante, l'exploitation minière a diminué de 0,7 % g.m. et la construction de 2,2 % g.m., tandis que la production et la distribution d'électricité, d'eau et de gaz ont augmenté de 1,3 % g.m.. L'industrie manufacturière a de son côté progressé de 0,2 % g.m.. En rythme annuel, la production industrielle a chuté de 2,7 % et tous les secteurs se sont contractés. Les faibles performances enregistrées par le secteur industriel ces derniers mois renforcent la possibilité d'une baisse du PIB au troisième trimestre.

Le prix du panier alimentaire en zone urbaine a progressé plus rapidement que l'inflation générale en septembre, accentuant la pression sur la pauvreté alimentaire. Selon les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), le panier alimentaire urbain a augmenté de 4,7 % g.a., contre 3,76 % g.a. pour l'inflation globale et 3,6 % g.a. pour le panier rural, portant son coût à 2 454,7 MXN par personne. Les principales hausses ont concerné les aliments et boissons consommés hors domicile ainsi que le bœuf. En incluant les biens et services non alimentaires, le seuil de pauvreté urbaine a atteint 4 740,8 pesos par personne, avec le poste « alimentation » représentant la majorité de l'incidence sur cette ligne (63,9 % contre 56,5 % en rural). Les postes non alimentaires avec le plus d'impact sont l'éducation, la culture et les loisirs, ainsi que les soins personnels. L'inflation des produits alimentaires d'origine animale, particulièrement élevée en septembre, laisse envisager que le panier alimentaire continuera à croître plus vite que l'inflation générale, exerçant une pression supplémentaire sur les indicateurs de pauvreté.

Sectoriel

En 2024, le Mexique est devenu le principal fournisseur de véhicules électriques des États-Unis, dépassant le Japon, la Corée du Sud et l'Allemagne. Sur une production totale de 220 000 unités, le pays en aurait exporté 145 000 vers son voisin du Nord, soit le double de l'année précédente. Ce bond s'expliquerait par l'investissement accru des constructeurs étrangers et par la solidité de la chaîne automobile mexicaine, qui aurait permis de tripler les exportations vers les États-Unis. Les modèles proviendraient principalement de General Motors, Ford, Stellantis et Toyota. Alors que la production américaine de voitures électriques a reculé de 7 % g.a., celle du Mexique a compensé cette baisse, les marques américaines installées localement représentant environ 70 % de la production nationale. Parallèlement, les importations américaines de véhicules électriques ont progressé de 40 %, atteignant 630 000 unités, consolidant ainsi le Mexique comme premier partenaire commercial des États-Unis dans ce segment. À l'échelle régionale, le pays se

positionne également parmi les leaders latino-américains, aux côtés du Brésil et de la Colombie.

La production, les exportations et les ventes de véhicules lourds au Mexique ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis cinq ans. Les constructeurs mexicains ont produit 6 857 véhicules lourds en septembre 2025, soit une chute de 59,3 % par rapport à septembre 2024, tandis que les exportations ont reculé de 58,3 %, avec seulement 5 196 unités expédiées. Cette baisse s'expliquerait par l'incertitude autour d'un éventuel droit de douane de 25 % imposé par les États-Unis, qui a freiné la demande sur ce marché. De janvier à septembre, la production cumulée a reculé de 34,6 %, tandis que les exportations annuelles ont baissé de 29,1 % g.a.. Face à ces résultats, le président de l'Association Nationale des Producteurs de Véhicules Poids Lourds (ANPACT), Rogelio Arzate, a souligné la complexité du contexte, aggravée par les incertitudes économiques et commerciales, tout en appelant à une coopération renforcée avec le gouvernement pour soutenir le secteur.

Le gouvernement prévoit d'inaugurer la totalité du parcours de 1 200 km du futur *Tren del Golfo de México* avant la fin du mandat en 2030. Le projet est actuellement en construction sur plusieurs tronçons non consécutifs, dont 226 km entre Mexico et Querétaro, avec la participation d'ingénieurs militaires et d'entreprises privées. Pour le tronçon Saltillo–Nuevo Laredo, deux segments ont déjà été attribués : ICA (100 km) et Operadora CICSA (111 km), tandis qu'un troisième segment de 136 km reste à attribuer. Les études montrent une demande importante de passagers, notamment pour rejoindre la zone industrielle de Ramos Arizpe, qui sera connectée à un service suburbain. À ce jour, les ingénieurs militaires ont construit 880 km de voies et participent à la finalisation du Ramal Lechería–Aéroport Felipe Ángeles. Sur l'ensemble du sexennat, 3 000 km supplémentaires de voies sont prévus. L'Agrupamiento de Ingenieros Felipe Ángeles mobilise près de 25 000 personnes, dont 1 600 militaires, et 7 000 unités de machinerie pour réaliser ces infrastructures ferroviaires jugées prioritaires. Ce projet vise à renforcer la connectivité régionale, faciliter le transport de passagers et soutenir le développement industriel dans le nord et le centre du Mexique.

Finances publiques

Une réforme prévoyant la réorganisation des douanes et le renforcement de la lutte contre la fraude (*Ley Aduanera*) est en cours d'approbation. Le Sénat a approuvé mardi 14 octobre cette réforme douanière, dont l'objectif principal est de lutter contre la fraude fiscale et de garantir la conformité du commerce extérieur avec la législation. La chambre haute mexicaine a soumis une modification du premier article visant à reporter l'entrée en vigueur de la réforme au 1^{er} janvier 2026, qui devra être étudiée par la Chambre des députés. La réforme douanière comprend en particulier : (i) la création d'un Conseil douanier, organe chargé d'examiner et d'approuver l'octroi des autorisations et des licences douanières ; (ii) l'attribution de compétences conjointes en matière de post-

dédouanement au Service de l'administration fiscale (SAT) et à l'Agence nationale des douanes du Mexique (ANAM) ; (iv) le renforcement des mécanismes de contrôle des agents en douane, afin de lutter contre les pratiques d'évasion, de sous-évaluation ou de fraude fiscale. La présentation de cette réforme par la présidente Claudia Sheinbaum s'est inscrite en plein scandale du *huachicol fiscal*, une pratique d'évasion fiscale via la contrebande d'essence dans laquelle est impliqué un réseau d'agents des douanes et de la Marine. La réforme prévoit également des mesures de digitalisation pour améliorer l'efficacité des douanes et réduire les fraudes, notamment l'utilisation de nouveaux outils tels que l'intelligence artificielle, la biométrie et la surveillance en temps réel dans l'ensemble des installations douanières et l'obligation d'utiliser un reçu fiscal numérique pour le transport de marchandises. La réforme élargit en outre le catalogue des infractions et accroît le montant des amendes et pénalités, afin de les rendre plus strictes et proportionnées à la gravité des infractions.

L'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note de *Petróleos Mexicanos* (Pemex) à BB+ avec perspective stable. Cette amélioration rapproche la compagnie pétrolière mexicaine du grade d'investissement, un niveau qui ouvrirait la voie à des financements plus abordables et témoignerait d'une confiance accrue des marchés dans sa solidité financière. Cette progression fait suite au rachat réussi par Pemex de 9,9 Mds USD de ses obligations, financé par des fonds du gouvernement mexicain, renforçant le lien entre l'entreprise et l'État. La note « *stand alone* » de la société, qui évalue Pemex sans tenir compte du soutien public, reste toutefois à CCC, un niveau considéré comme spéculatif et risqué. Fitch précise que pour atteindre BBB- et retrouver le grade d'investissement, la société devrait soit (i) améliorer sa note « *stand alone* », soit (ii) bénéficier d'une hausse de la note souveraine du Mexique, ou encore (iii) obtenir une garantie gouvernementale couvrant une part significative de sa dette. Cette nouvelle notation constitue la meilleure évaluation de Pemex depuis 2019 et illustre la progression de sa crédibilité auprès des investisseurs.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	16/10/2025
Bourse (IPC)	-2,97%	16,51%	61 045,09 points
Change MXN/USD	0,60%	-6,06%	18,50
Change MXN/EUR	-0,51%	0,05%	21,47
Prix du baril mexicain	-7,39%	-19,47%	56,64

Amérique centrale

Régional

Les FMI a publié l'édition d'octobre 2025 du *World Economic Outlook (WEO)*, qui inclut des révisions de croissance pour les pays de la région (Voir tableau ci-dessous). Par rapport à la dernière édition du WEO datant d'avril 2025, le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2025 pour le Costa Rica (de 3,4 % à 3,6 %) et le Honduras (de 3,3 % à 3,8 %). Le FMI a maintenu ses prévisions de croissance pour le Panama (4 %), le Salvador (2,5 %). Enfin, le FMI a revu à la baisse ses perspectives de croissance pour le Guatemala (de 4,1 % à 3,8 %) et le Nicaragua (de 3,2 % à 3 %). Le Panama devrait donc enregistrer cette année la croissance la plus dynamique de la région tandis que le Salvador reste à la peine, avec un taux de croissance nettement inférieur à la moyenne régionale.

Costa Rica

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le mardi 30 septembre, un prêt de 300 M USD au Costa Rica. Ce prêt vise à améliorer l'efficacité de la gestion budgétaire et aurait une maturité de 33,5 ans (avec un différé d'amortissement de six ans).

Le pays a enregistré une baisse de 2,3 % g.a. des entrées de devises au S1 2025, d'après la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), en lien avec la baisse des entrées de touristes. Cette baisse des entrées de devises qui n'ont atteint que 3 Mds USD s'explique par la diminution du nombre de touristes dans le pays. Au cours du S1 2025, le nombre de visiteurs étrangers s'est élevé à 1,61 M, contre 1,67 M à la même période en 2024, ce qui a entraîné une baisse de 71 M USD des dépenses touristiques.

La BCCR a confirmé avoir détecté des opérations suspectes de blanchiment d'argent sur sa plateforme de services financiers Central Directo. Selon les chiffres de l'Unité d'intelligence financière (UIF), rattachée à l'Institut costaricien sur les drogues (ICD), le nombre de cas suspects au cours des huit premiers mois de 2025 a augmenté de 23 %, avec 542 cas d'opérations suspectes signalés, contre 440 d'opérations suspectes cumulées au cours de la même période en 2024.

La BCCR a publié son indice mensuel d'activité économique (IMAE), qui aurait enregistré une croissance dynamique de 4,8 % g.a. en août 2025. Les régimes spéciaux (zones franches) auraient été le principal moteur de cette croissance, affichant une hausse de 18,1 % g.a., portée par le secteur manufacturier (+32,4 % g.a.). Le régime dit « définitif » (hors zones franches) aurait, pour sa part, enregistré une croissance plus modérée de 2,8 % g.a.. En revanche, certains secteurs restent fragiles, comme celui de la construction, dont la croissance s'est limitée à 0,07 % g.a..

El Salvador

Le plan de transformation du port d'Acajutla approuvé en 2024 a débuté et mobilisera 1,61 Md USD. Il se compose de deux phases successives avec un premier financement de 659 M USD puis un deuxième de 906 M USD visant à construire deux nouveaux quais. Le port d'Acajutla est au cœur du plan d'investissement massif dans les infrastructures décidé par le président Nayib Bukele. L'exploitation portuaire sera assurée par l'entreprise turque Yilport Holding conjointement avec la Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA) pour une durée de 50 ans.

Selon la Banque centrale de Réserve (BCR), l'économie salvadorienne a progressé de 4,1 % g.a. au T2 2025. Le PIB national a atteint 9,27 Mds USD et a augmenté de 420 M USD g.t.. Du côté de la demande, la croissance a été portée par l'investissement (28,4 % de la croissance) et les exportations de biens et de services (11,5 %). Cette hausse de l'activité économique domestique se reflète également dans les importations, celles-ci ayant augmenté de 12,1 % g.a.. Du côté de l'offre,

plusieurs secteurs portent la croissance salvadorienne comme la construction (+34 %), les activités financières (+7,6 %), le transport (+7 %) ainsi que l'industrie hôtelière (+6 %). A l'inverse, les secteurs de la santé et de l'électricité (-4,2 % chacun) ainsi que les activités gouvernementales (-1,5 %) enregistrent des baisses.

La dette publique salvadorienne s'élevait à 33,1 Mds USD en août 2025, selon la Banque centrale de réserve (BCR). Ce montant marque une réduction de 516 M USD par rapport au mois de juillet (-1,5 % g.m.). Malgré ce recul ponctuel, la dette reste en hausse de 959 M USD (+3 %) sur les huit premiers mois de l'année. Elle représente désormais 93,5 % du PIB, faisant du Salvador le pays le plus endetté d'Amérique centrale. Ce niveau dépasse nettement les prévisions de la Loi de responsabilité fiscale, qui tablait sur une dette équivalente à 88 % du PIB en 2025, ainsi que les estimations du FMI (87,6 %). La dette se compose de 22,1 Mds USD contractés par le secteur public non financier et de 10,9 Mds USD relatifs au système des retraites.

La valeur des importations salvadoriennes de produits pétroliers a légèrement diminué de 3,9 % g.a. (-64 M USD) au S1 2025. Les importations pétrolières ont atteint 1,56 Md USD au S1 2025 contre 1,63 Md USD au S1 2024, en dépit d'une augmentation du volume importé de 5,9 %. Selon l'Association Salvadorienne de Distributeurs de Produits Pétroliers (ASDPP), cette situation s'explique par la baisse de 16 % du prix du baril de pétrole intermédiaire du Texas (WTI), indice de référence pour les importations du Salvador.

Guatemala

En septembre 2025, l'inflation a progressé de 1,47 % g.a., selon l'Institut National de Statistiques (INE). L'inflation accumulée a atteint 1,15 %, en légère baisse de 0,23 % g.a., soit le taux le plus bas depuis 2012. De fortes disparités subsistent dans le coût du panier alimentaire mensuel : 120 USD en zone urbaine contre 93 USD en zone rurale. L'inflation de septembre a été principalement tirée par le secteur alimentaire, notamment le sucre (+0,02 %), l'eau (+0,014 %) et le maïs (+0,013 %). Malgré ces hausses, l'inflation reste dans la cible de 3 % de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) et devrait rester inférieure à ce seuil d'ici la fin de l'année.

Les revenus générés par le tourisme au Guatemala ont dépassé les 6 Mds USD en 2024 (+11 % par rapport à 2019). Selon l'Institut guatémaltèque du tourisme (INGUAT), le tourisme interne a représenté 66 % de ce total, contre 34 % pour le tourisme international. L'industrie employait 541 000 personnes, en augmentation de 33 % sur cinq ans, dont 46 % de femmes et 25 % de jeunes de moins de 25 ans. Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), les revenus générés par les visiteurs internationaux pourraient atteindre 2,6 Mds USD en 2035, contre 1,5 Md USD en 2019, soit une hausse de 72 % sur dix ans. Les dépenses touristiques devraient progresser à un rythme annuel moyen de 4,1 % entre 2025 et 2035, une croissance supérieure à celle prévue pour l'économie nationale.

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) a présenté à Moody's sa prévision de croissance économique pour 2025, qui devrait s'élever à 4 %. Pour 2026, Banguat anticipe une croissance très proche, à 3,9 %, portée par l'augmentation des exportations de biens et services. L'agence de notation Moody's avait attribué la note Ba1 au Guatemala en juillet 2024, avec une perspective stable.

Honduras

Les investissements directs à l'étranger (IDE) au Honduras ont atteint 500 M USD au S1 2025 (+6,45 % g.a.). Ces IDE sont principalement dû au réinvestissement des bénéfices générés par les entreprises étrangères dans le pays, qui s'élèvent à 622 M USD. Les activités financières tirent la croissance des IDE, ayant représenté un total de 272 M USD, suivies des activités commerciales, hôtelières et de restauration avec 118 M USD. La Colombie et la Belgique se sont positionnés comme les deux premiers pays émetteurs d'IDE au Honduras avec respectivement 163 M USD et 88 M USD. En 2024, le flux total d'IDE s'est élevé à 994 M USD et devrait être de 1 Md USD en 2025 selon la Banque centrale du Honduras (BCH).

L'inflation a progressé de 4,55 % g.a. au T3 2025, selon la Banque centrale du Honduras (BCH), restant dans la fourchette cible (4,0 % $\pm$ 1) fixée par l'autorité monétaire. Pour le mois de septembre 2025, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,41 %, soit une hausse de 0,2 % g.m.. L'inflation cumulée sur l'ensemble de l'année 2025 a atteint 4 %. En revanche, l'inflation sous-jacente a progressé de 5,23 % g.a.. Selon ses prévisions, l'inflation devrait rester comprise entre 4 et 5 % d'ici la fin de l'année.

Selon le ministère des Finances (Sefin), l'exécution budgétaire a atteint 63,7 % à la fin du T3 2025, soit 10,6 Mds USD. Le budget total du Honduras pour l'année 2025 s'élève à 16,6 Mds USD. Le pays présente des difficultés structurelles dans l'exécution budgétaire, celle-ci restant plafonnée autour de 90 % au cours des dernières années. Le premier poste budgétaire est constitué par les dépenses de services personnels qui englobent les coûts salariaux de l'administration centrale et des organes décentralisés ainsi que les dépenses liées au régime de sécurité sociale publique et privé. Ces dépenses représentent 25 % du budget total, soit 4,15 Mds USD.

Nicaragua

Les revenus liés au tourisme ont diminué de 30 % g.a. en 2024, selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN). Ils sont passés de 734 M USD en 2023 à 510 M USD en 2024, et pourraient encore se contracter pour atteindre environ 500 M USD en 2025. Le temps de séjour moyen des visiteurs est en baisse depuis six trimestres consécutifs, tandis que la dépense journalière par touriste recule depuis quatre trimestres. Cette contre-performance du secteur touristique s'explique en partie par les relations diplomatiques tendues entre le Nicaragua et les États-Unis, qui demeurent le principal pays émetteur de touristes internationaux vers le Nicaragua.

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), 16 % des recettes fiscales du pays ont été destinées au service de la dette au cours du S1 2025. Les recettes fiscales se sont élevées à 2,3 Mds USD, tandis que la charge de la dette a atteint 370 M USD. La dette publique nicaraguayenne a atteint 8,8 Mds USD en juin 2025, contre 8,6 Mds USD à la fin de 2024, soit une légère hausse de 1,9 %. De plus, l'écart entre les entrées de devises et les remboursements de dette s'est creusé entre le S1 2024 et le S1 2025. Enfin, le poste budgétaire étatique dédié au remboursement de la dette est passé d'environ 615 M USD en 2024 à 935 M USD en 2025, soit une augmentation de 52 %.

Panama

Selon la Banque mondiale, le Panama devrait enregistrer une croissance de 3,9 % en 2025, soit 0,4 point de plus que la prévision d'avril dernier (3,5 %). Dans son rapport régional « Entrepreneuriat transformateur pour l'emploi et la croissance », l'institution anticipe une accélération à 4,1 % en 2026, portée par la vigueur de la demande intérieure et la reprise des investissements publics et privés. William Maloney, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a indiqué que la croissance du PIB panaméen devrait se maintenir au-dessus de 4 % au cours des prochaines années. De son côté, le FMI prévoit une croissance de 4 % pour 2025 et 2026.

L'Association des distributeurs automobiles du Panama (ADAP) anticipe une hausse de 8 % des ventes de véhicules neufs en 2025, pour atteindre environ 58 000 unités, contre 54 384 en 2024. Le chiffre d'affaires du secteur est estimé à 1,5 Md USD. Cette progression confirmerait le rôle du marché automobile comme l'un des moteurs de l'économie panaméenne, soutenant un portefeuille de prêts automobiles supérieur à 800 M USD, des primes d'assurance totalisant 258 M USD et une contribution fiscale annuelle d'environ 300 M USD.

La Zone franche de Colón (ZLC) aurait enregistré une diminution de 8,2 % de son activité commerciale entre janvier et septembre 2025. Le total des exportations et importations de la ZLC aurait atteint 17,1 Mds USD sur la période, contre 18,6 Mds USD pour la même période en 2024. Cette contraction résulterait d'une baisse simultanée des réexportations (-6,9 %) et des importations (-9,4 %). La Chine continentale demeurerait le principal fournisseur de la ZLC, représentant 40,9 % des importations sur la période, suivie des États-Unis (9,1 %), de la Belgique et du Vietnam (3,6 % chacun), du Mexique (3,5 %), de l'Italie (3,0 %), de la France (2,7 %), ainsi que de l'Inde, de Hong Kong et du Japon (2,3 % chacun).

Les autorités panaméennes et colombiennes auraient finalisé l'harmonisation et la révision des aspects techniques, réglementaires, environnementaux et sociaux du projet d'interconnexion électrique entre les deux pays. Cette étape ouvrirait la voie au lancement des travaux au second semestre 2026, pour une mise en service prévue au premier semestre 2029. Le coût du projet est estimé à 800 M USD, répartis entre les deux États. La ligne de transmission, longue d'environ 500 km, pourrait transporter jusqu'à 400 MW. Elle comprendrait trois segments : un tronçon

terrestre en Colombie (150 km), un tronçon terrestre au Panama (220 km) et un tronçon sous-marin intermédiaire (130 km).

Caraïbes

Cuba

Le secteur privé cubain continue de gagner du terrain dans l'économie nationale. Son essor s'est accéléré depuis l'adoption, en août 2021, du statut des MIPYMES (micro, petites et moyennes entreprises), qui a permis de formaliser le segment des TPE/PME. Selon les données officielles, Cuba comptait 9 550 MIPYMES privées à la fin mars 2025. Ce secteur représenterait désormais environ 15 % du PIB et 31,2 % de la population active. Les acteurs privés ont également accru leur présence dans le commerce extérieur : en 2024, ils auraient réalisé 3,2 % des exportations totales et 23 % des importations. Leur contribution fiscale s'est élevée à 23 % des recettes publiques, tandis que leurs ventes au détail ont, pour la première fois, dépassé celles du secteur public, atteignant 55 % du total du commerce de détail. Pour 2025, les autorités visent une collecte fiscale de 36 Mds CUP (environ 150 M USD), soit une hausse de 30 % sur un an.

Le transport de passagers à Cuba reste en forte contraction. Au premier semestre 2025, le nombre total de trajets a reculé de 10,2 % par rapport à la même période de 2024, soit une baisse de 46,5 millions de déplacements. Tous les segments du secteur sont en repli, à l'exception du transport scolaire (+3 %) et du transport maritime (+7 %). Les reculs les plus marqués concernent le ferroviaire (-12 %) et les bus publics (-14 %). Selon le ministère des Transports, seuls 2,7 millions de passagers sont transportés chaque jour, contre 5,8 millions en 2019, illustrant la profonde crise de mobilité que connaît la population cubaine.

Haïti

Après plus de vingt ans de soutien américain, le régime préférentiel HOPE/HELP — principal dispositif permettant aux produits textiles haïtiens d'accéder au marché des États-Unis sans droits de douane — a pris fin le 1^{er} octobre. Mis en place en 2006, le *Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement* (HOPE) et le *Haiti Economic Lift Program* (HELP) soutenaient la filière textile, pilier des exportations du pays (près de 90 % du total) et source de plus de 50 000 emplois directs. Conçu pour stimuler l'économie haïtienne et rapprocher la production textile du marché nord-américain, le programme avait bénéficié du soutien de Washington et de la Banque interaméricaine de développement (BID), notamment à travers la création du parc industriel de Caracol en 2012, financé à hauteur de 300 M USD. En 2021, le secteur employait encore environ 60 000 travailleurs, majoritairement des femmes. Faute de renouvellement par le Congrès américain, les exportations haïtiennes seront désormais soumises à des droits de

douane compris entre 20 % et 30 %, auxquels s'ajoute une surtaxe de 10 % instaurée sous l'administration Trump. L'incertitude autour du programme avait déjà conduit plusieurs multinationales à relocaliser leur production vers l'Asie — notamment en Chine, au Bangladesh, en Indonésie et au Vietnam. Cette disparition menace de lourdes pertes d'emplois, notamment dans la zone industrielle de Codevi, à la frontière dominicaine, qui concentre 18 000 des 26 000 emplois de la zone industrielle. Au-delà de l'impact économique, la fin du régime HOPE/HELP risque d'accentuer la pauvreté, les tensions sociales et les flux migratoires, en privant des milliers de travailleurs de revenus stables et en accroissant la vulnérabilité face au recrutement par les gangs armés. Selon Fernando Capellán, président du complexe Codevi, « *sans ces emplois, nous verrons plus de gens dans la rue, attirés par la criminalité et les gangs* ».

Jamaïque

La Jamaïque enregistre un taux de chômage historiquement faible de 3,3 % g.a. en juillet 2025. Toutefois, selon l'économiste Wendel Ivey, ce chiffre cache une réalité plus complexe liée au sous-emploi. Si les statistiques officielles dénombrent 49 200 personnes sans emploi, une mesure plus large estime le sous-emploi à 6,7 % de la population active. Par ailleurs, seulement 45 % des 1,4 million de travailleurs jamaïcains sont officiellement enregistrés, laissant plus de la moitié de la main-d'œuvre sans protection sociale. Cette informalité pourrait freiner la croissance durable du pays, en réduisant les recettes fiscales et en limitant le développement de la productivité, souligne M. Ivey.

République Dominicaine

La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la République dominicaine, désormais estimée à 3 % en 2025, contre 4 % précédemment. Cette révision traduit le ralentissement observé de l'activité économique au premier semestre, ainsi que les incertitudes entourant la mise en œuvre d'une réforme fiscale très attendue car nécessaire pour consolider les finances publiques. L'institution souligne que l'absence de progrès sur ce chantier pourrait limiter la capacité de l'Etat à financer les investissements publics dans les infrastructures, la santé ou l'éducation. Le FMI partage une estimation similaire confirmant un essoufflement conjoncturel dans un contexte international moins porteur.

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et des MIPYMES (MICM) et la Société Financière Internationale (IFC) du Groupe Banque mondiale ont signé un accord de coopération d'un montant de 400 M USD pour promouvoir l'investissement étranger durable dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Cet instrument prévoit notamment l'élaboration d'analyses sectorielles ciblées, la création de propositions de valeur dans des industries stratégiques telles que les dispositifs médicaux, la technologie médicale, les semi-conducteurs ou encore la mobilité électrique. Cet accord entend également favoriser l'implémentation de normes « vertes » pour les parcs éco-industriels, permettant ainsi d'aligner les infrastructures

nationales aux standards internationaux de durabilité et d'efficacité. Ce partenariat illustre la volonté de la République Dominicaine de repositionner son économie sur des segments industriels à plus forte valeur ajoutée en attirant des investissements étrangers soucieux des critères ESG¹. La réussite de ce premier accord dépendra toutefois de la capacité du pays à relever ses défis institutionnels, à assurer la continuité des politiques publiques et à mobiliser le secteur privé autour de ces objectifs de développement durable.

Trinité-et-Tobago

Les actuaires Derek Osborne et Stokeley Smart ont appelé le gouvernement de Trinité-et-Tobago à prendre des mesures urgentes pour assurer la pérennité du volet retraites du National Insurance Scheme (NIS), la sécurité sociale nationale. Selon leur rapport actuariel, entre juin 2016 et juin 2020, le nombre de cotisants a diminué en moyenne de 3,2 % par an, tandis que le nombre de bénéficiaires a augmenté de 1 % par an. Pour rétablir l'équilibre financier du NIS, les actuaires recommandent : (i) une réduction des pensions pour les départs à 62 ou 63 ans ; (ii) le relèvement de l'âge de la retraite complète de 65 à 66 ou 67 ans ; (iii) une augmentation du taux de cotisation ; et (iv) le gel des pensions pendant plusieurs années supplémentaires. Selon Osborne, les prestations actuelles dépassent largement ce que le taux de cotisation de 13,2 % peut financer, ce qui pourrait conduire à l'épuisement total du fonds dès l'exercice 2033/2034.

Le ministre des Finances de Trinité-et-Tobago, Davendranath Tancoo, a présenté lundi le budget national 2026, d'un montant de 8,7 Mds USD. Les prévisions de dépenses reposeraient sur les prix du pétrole et du gaz, tandis que le déficit budgétaire attendu s'élèverait à 2 % du PIB. Le ministre a également annoncé plusieurs mesures fiscales ciblant certains secteurs : (i) une hausse de 3 % des cotisations au Système national d'assurance (SNA) en janvier 2026, suivie d'une nouvelle hausse de 3 % en 2027 ; (ii) une surtaxe de 2,5 % à 3,5 % sur les revenus locatifs à compter de janvier 2026 ; (iii) une surtaxe sur la consommation d'électricité des clients commerciaux et industriels ; (iv) une taxe de 0,25 % sur les actifs des banques et compagnies d'assurance ; et (v) la suppression des avantages fiscaux pour les véhicules électriques de luxe d'une valeur supérieure à 400 000 USD.

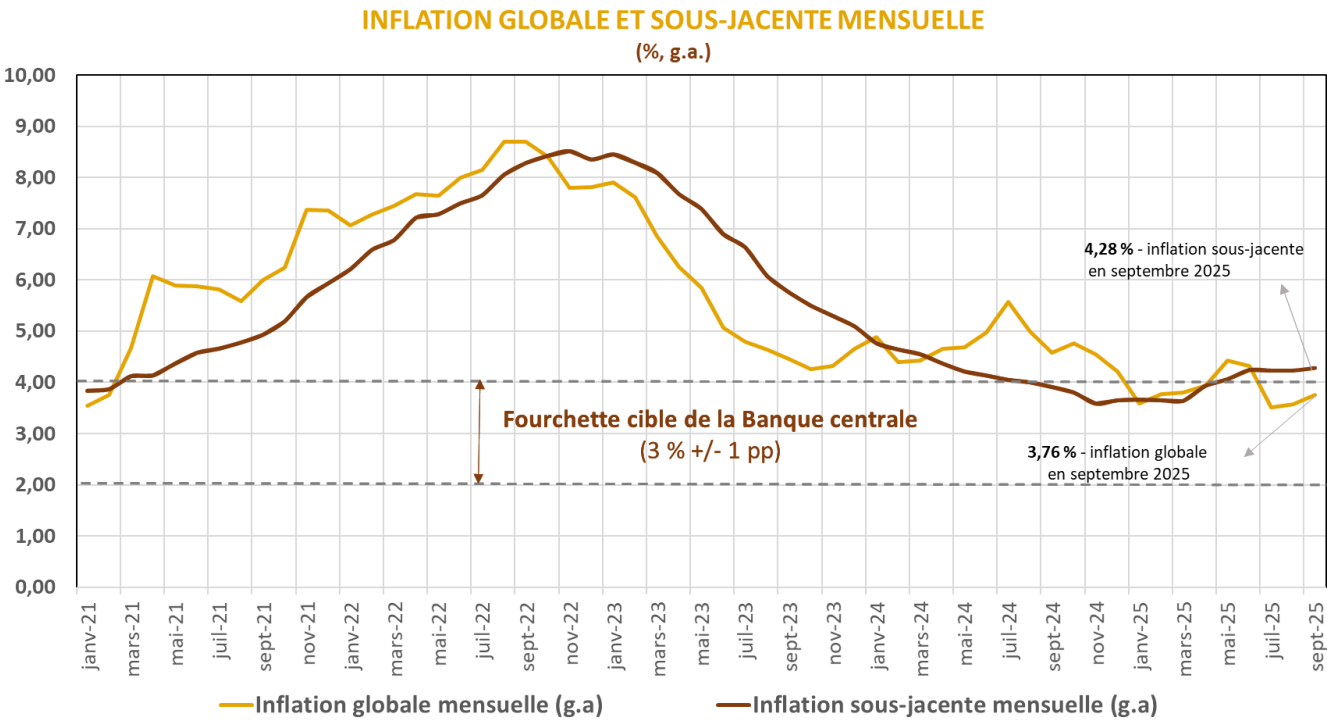
¹ Critères ESG : Environnement, Social, Gouvernance

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,50%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

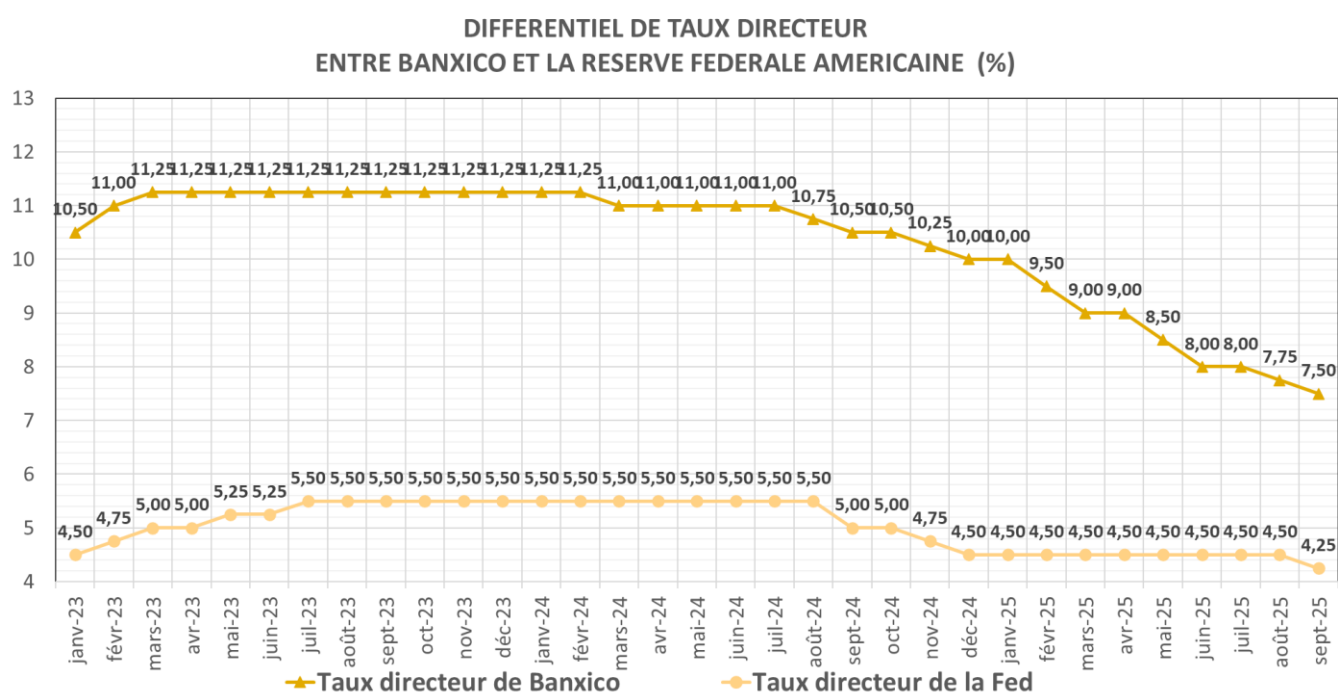
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325

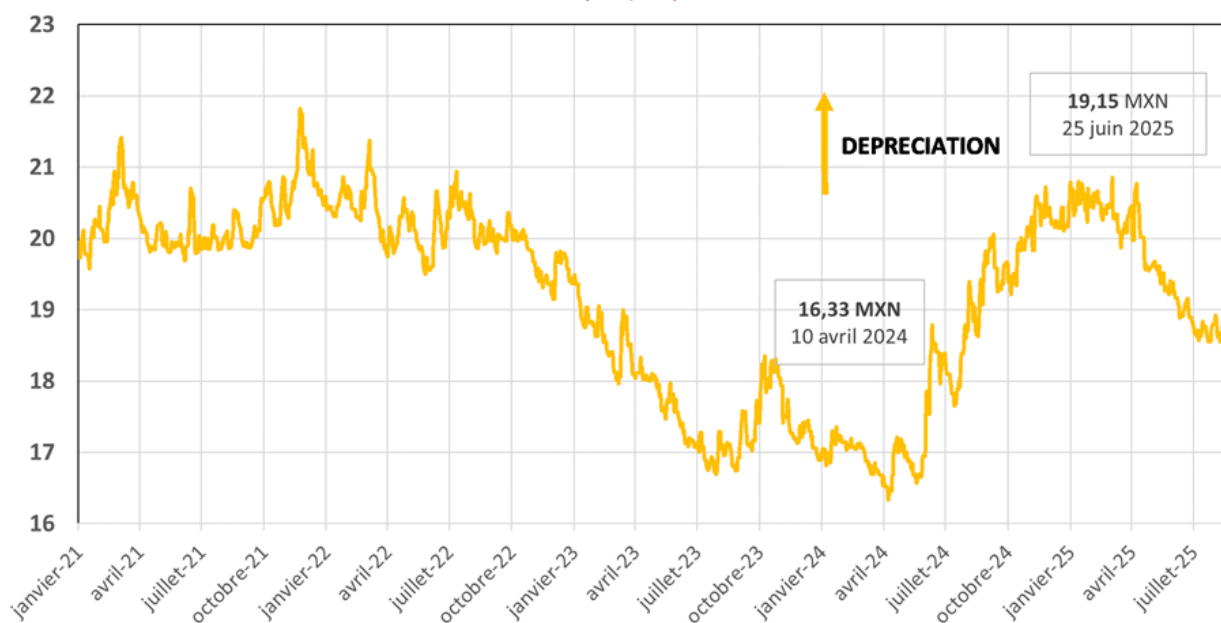
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

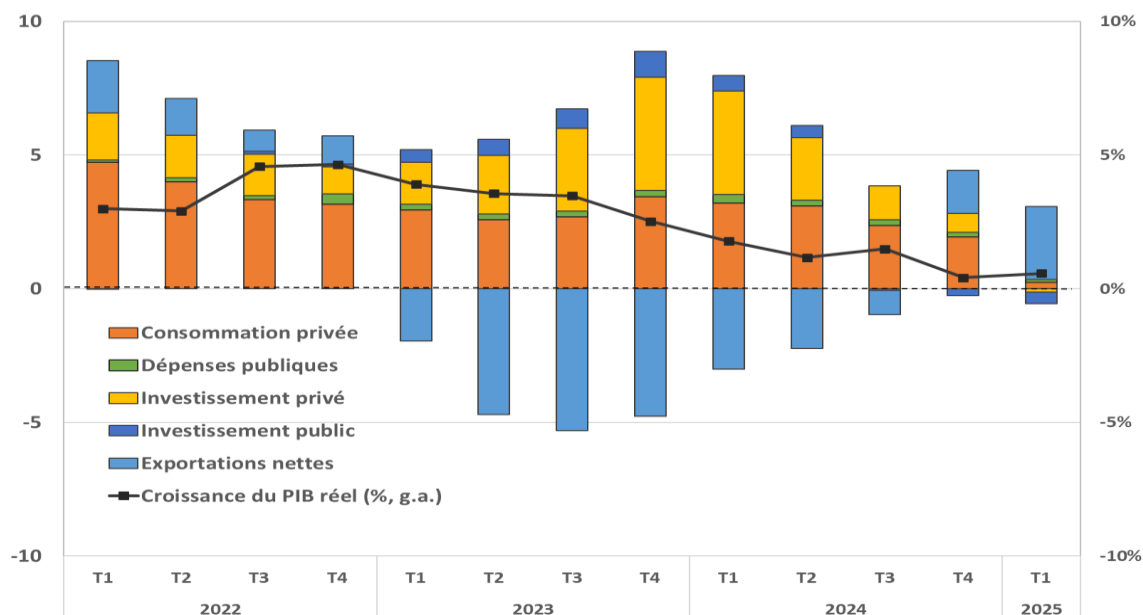
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

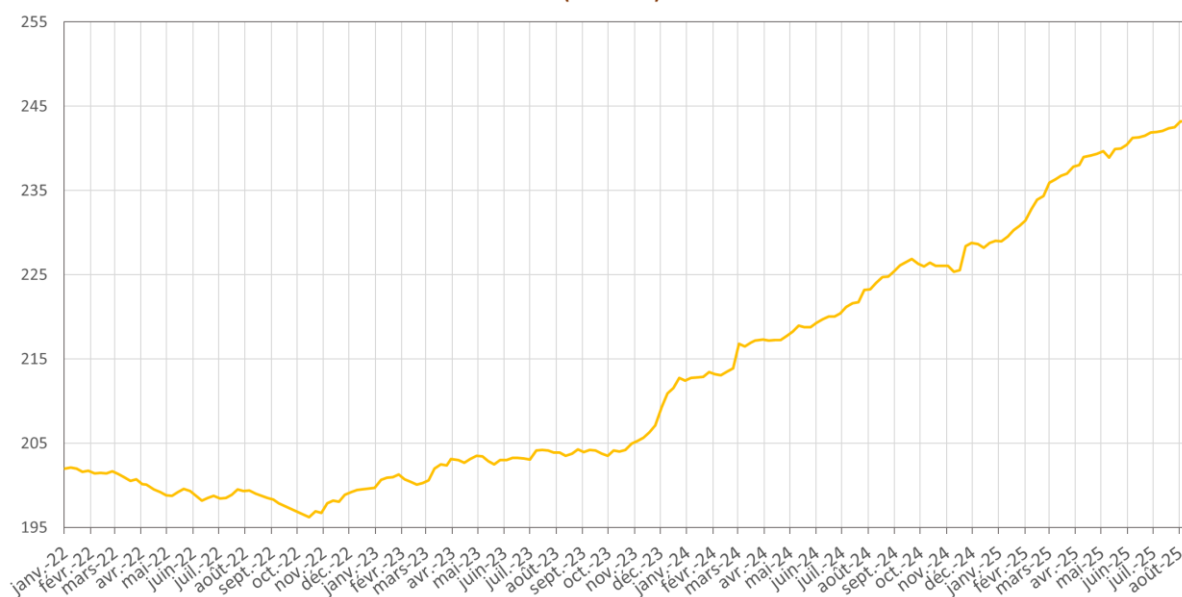
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr